



Lundi, à Paris, devant le siège du groupe, près de 400 employés ont protesté contre la réduction des effectifs. PHOTO BRUNO LEVY

CORTÈGE Les salariés du groupe ont suspendu hier leur grève contre la cession de dix titres, mais le mouvement pourrait gagner le secteur.

Lagardère: la presse magazine à la rue

Par ISABELLE HANNE

Un rideau de fer barre l'entrée du grand hall du Washington Plaza, à deux pas des Champs-Élysées. Dehors, des centaines de salariés de Lagardère Active, la branche médias du groupe, manifestent gaiement sous les fenêtres de leur état-major, alors en comité de groupe. Dedans, une poignée d'ouvriers, casque de chantier sur la tête, observent la scène. Une gréviste enthousiaste leur propose des autocollants «*La presse magazine doit vivre!*» à travers la grille, «*en signe de solidarité*», lance-t-elle. «*Vive Lagardère!*» hasarde l'un d'eux. «*Tais-toi, tu vas t'en prendre plein la gueule*», lui répond un autre en rigolant. Lundi midi, c'était un drôle de monde à l'envers. Au total, l'arrêt de travail des salariés de Lagardère Active aura duré

quarante-huit heures. Un vote lors d'une assemblée générale a suspendu le mouvement de grève, hier après-midi. *Paris Match*, *Elle* ou *Télé 7 Jours* devraient donc sortir normalement, malgré une mobilisation sans précédent.

KLAXONS. En cause: la cession, annoncée jeudi, de dix des trente-neuf titres du groupe: *Be*, *Psychologies Magazine*, *Auto-Moto*, la version print de *Première* et de *Pariscope*... En tout, 350 postes sont concernés par ces ces-

REPORTAGE

sions et par la réorganisation au sein du pôle presse de Lagardère. Les syndicats, eux, parlent de plus de 560 postes touchés, en comptant les pigistes réguliers qui travaillent pour les magazines du groupe.

Des suppressions de postes sont également prévues au sein des rédactions conservées: 13 postes

de journalistes à *Paris Match*, 14 à *Elle*, 6 au *JDD*...

Le coup est dur. La réaction est d'autant plus forte: «*En quinze ans de maison, j'ai jamais vu une telle mobilisation chez Lagardère!*» se réjouit une journaliste lors de la manifestation de lundi. «*Il y a beaucoup de filles, c'est marrant*», constate une autre, des autocollants «*Non à la liquidation*» collés un peu partout sur son perfecto. Un délégué syndical de *Psychologies*, un des titres à vendre, raconte la «*douche froide*» de l'annonce de cession, jeudi: «*On est tombés des nues*». Casque de scooter au bras, Christophe Narbonne, le président de la Société des journalistes (SDJ) de *Première*, questionne le plan de la direction: «*Quel repreneur, aujourd'hui, va vouloir racheter un titre sans son site*

internet? On paye des années de stratégies erratiques. Les conséquences calamiteuses, on les voit aujourd'hui.»

Amassés sur les trottoirs, les grévistes décident de bloquer la rue Washington pendant quelques minutes. Des cris de joie saluent les klaxons d'automobilistes impatients. «*Non, non, aux licenciements!*» scande la foule, visiblement amusée par l'exercice. Une fenêtre s'ouvre au troisième étage du Washington Plaza. Interpellant leur patron, les salariés crient «*Arnaud! Arnaud! La presse est dans la rue!*». Et osent un «*Olivennes, démission!*» Peu familiers de la lutte

«Quel repreneur, aujourd'hui, va vouloir racheter un titre sans son site internet? On paye des années de stratégies erratiques.»

Christophe Narbonne de la SDJ de *Première*

social, les salariés ont eu droit à un cours de grève, dans un tract envoyé par mail la semaine dernière: «*La grève, c'est quoi? Un droit démocratique et constitutionnel. Il est illégal de la part de la direction de menacer ou de faire pression sur les salariés en grève.*» «*Comment? On arrête de travailler! On ne fait pas le travail des autres! On n'avance pas les bouclages! Le mieux, c'est d'éteindre son ordi!*» La mobilisation a en partie porté ses fruits, estime la SDJ de *Paris Match*. «*Il y a une pression réelle sur la direction, se réjouit un de ses porte-parole. Elle sait qu'on peut se remobiliser très vite.*»

Denis Olivennes, patron de Lagardère Active, a acté la mise en place d'un plan de départs volontaires, évitant a priori les départs contraints. Il a aussi affirmé qu'il était prêt à négocier, «*notamment sur les indemnités de départ, et sur les délais de mise en œuvre du plan*, explique William Gohier, délégué CGT du groupe. Par contre, il s'est opposé à toute discussion concernant le périmètre des magazines cédés. Ça a vraiment choqué les gens». Car si les titres ne trouvent pas repreneurs, ils seront purement et simplement fermés. La procédure d'information-consultation du comité d'entreprise de Lagardère Active doit commencer début novembre.

«BÉNÉFICE.» Ce plan de cession concerne l'ensemble du secteur de la presse magazine française, dont Lagardère est leader. D'abord parce que les autres groupes peuvent, bien sûr, s'intéresser aux titres à vendre. Mais aussi parce que c'est un indicateur de crise. Des représentants syndicaux des autres grands groupes de presse magazine (*Prisma*, *Mondadori*) étaient d'ailleurs présents à la manifestation lundi. A *Prisma*, trois titres de cuisine ont mis la clé sous la porte en septembre (*Guide Cuisine*, *Gala Gourmand* et *Intense*). *Mondadori*, lui, vient de vendre le *Film français* à la holding *Hildegard*. «*Lagardère est un mouvement qui va en appeler d'autres*, confirme Emmanuel Vire, secrétaire général du SNJ-CGT et membre du comité d'entreprise de *Prisma*. On sent bien qu'aujourd'hui, c'est la presse magazine qui est dans l'œil du cyclone. Jusqu'à maintenant, elle était plutôt préservée, contrairement à la presse quotidienne. Mais, malgré les ventes et la publicité en baisse, ce sont des groupes qui font encore du bénéfice.» Le syndicaliste pointe du doigt les «*stratégies floues des groupes de magazines*» et leur «*retard terrible sur le numérique*».

C'est le principal reproche fait à Arnaud Lagardère par les manifestants, lundi: «*Il navigue à vue depuis des années*», lance un journaliste. Dans son mégaphone, un syndicaliste tente à nouveau d'entraîner la foule: «*Arnaud, si tu savais, ton plan social où on s'en met.*» Une voix féminine répond, faussement choquée: «*Rhoo non, ça c'est vulgaire!*»